



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Cinquante et unième billet,  
septembre 2017)**

Chères et Chers Villarois,

C'est dans une atmosphère caniculaire que la rentrée s'est faite. S'il est agréable de prolonger l'été après les vacances, il n'est guère certain que la chaleur persistante apporte apaisement et douceur de vivre. Car le dérèglement climatique que nous subissons de plein fouet actuellement et les températures inhabituelles de fin d'été sont aussi annonceurs d'un automne chaud, au plan politique.

Le mois de septembre sera lourd. Nous aurons un nouveau (une nouvelle ?) Conseiller(ère) fédéral(e), le 20 septembre. Seule certitude : l'élu sera PLR. Avant même le choix du candidat officiel, les papables potentiels affûtent leurs armes. Qu'ils soient Tessinois, femme ou jeune, nous sommes, depuis deux mois, bombardés d'une campagne politique à frémir. Comme si c'est le peuple qui élisait le Conseil fédéral ! On juge un candidat non pas sur ses réelles qualités ou capacités à occuper un poste, osons le dire, plus que merdique, mais sur son statut. Les futurs candidats se démènent comme de beaux diables pour justifier la nécessité de voter pour eux en raison de leur appartenance linguistique, de leur genre ou encore de leur impétueuse jeunesse. Du côté « pelures de bananes », c'est encore plus affligeant : la dernière polémique en date porte sur la bi-nationalité de deux des intéressés ! Si c'est cela la préoccupation majeure des politiques, on a tout à craindre de cette élection.

Le 24, on se prononcera sur la réforme de l'assurance-vieillesse, la prévoyance dite 2020. Depuis le temps que le Conseil fédéral cherche une solution aux problèmes récurrents de l'AVS, fortement dépendante du rapport actifs/rentiers et du deuxième pilier, laminé par la hausse incessante de l'espérance de vie et la volatilité des investissements, c'est sur ce nième projet que l'on va devoir se prononcer. Le Parlement a fini par élaborer un compromis, sans doute pas parfait, à l'instar de tout compromis, mais d'un indéniable mérite : celui de considérer ces deux piliers de notre système de prévoyance vieillesse dans leur globalité et non séparément, comme jusqu'ici, où on avait l'impression que l'un se faisait au détriment de l'autre. Certes, certaines catégories d'assurés perdront des plumes : à chaque révision de loi, depuis la 8<sup>ème</sup> révision de l'AVS et la 1<sup>ère</sup> de la LPP, la pérennité du système a exigé des sacrifices. C'est nécessaire, car ces systèmes d'assurance sociale sont tributaires de données très évolutives qu'il n'est pas possible d'anticiper : l'espérance de vie, la natalité, la mortalité notamment. Cette révision contient trois grands axes : assurer le financement de l'AVS jusqu'à la prochaine décennie, stabiliser l'équilibre financier du deuxième pilier et limiter les effets négatifs des ponctions sur toutes les générations d'assurés. Pour l'AVS, il est nécessaire de rehausser l'âge de la retraite des femmes, mesure qui s'allie à la hausse de la TVA. Même si ce sont d'abord les femmes qui seront touchées, puisqu'elles doivent travailler une année de plus, cette mesure est supportable car elle s'accompagne d'une hausse de la rente de 70 francs et qu'elle permet de compenser l'augmentation de l'espérance de vie des femmes, plus élevée que celle des hommes. Il ne faut pas non

plus oublier que les générations futures seront aussi mises à contribution, car c'est sur elles que repose le financement des rentes de l'AVS. Le sacrifice est ainsi plus équitablement réparti. La baisse du taux de conversion du 2<sup>ème</sup> pilier, mesure réclamée à cors et cris par les milieux de la droite et des assureurs est aussi nécessaire, étant donné que ce taux ne correspond plus aux bases actuarielles des années 80 qui lui ont servi de calcul. Si c'est un pas dans la bonne direction, c'est maintenant qu'il faut véritablement empoigner le problème du 2<sup>ème</sup> pilier et regrouper le système obligatoire de la LPP avec l'AVS, en faisant un régime généralisé d'assurance sociale, par opposition au système surobligatoire qui doit rester libre et obéir à ses règles propres. Cela étant, voter non ne va pas permettre d'assainir la situation qui sera encore pire que d'accepter ce compromis, si imparfait soit-il.

Enfin, au plan communal, les citoyens villarois se prononceront sur le referendum contre l'augmentation de la contribution immobilière. Là encore, j'en appelle à la responsabilité de chacun d'entre vous : on peut reprocher au Conseil communal des erreurs de procédure, mais on ne pourra pas l'accuser de manquer de clairvoyance. Nous faisons notre boulot en essayant de maintenir pour notre commune une qualité de vie optimale. Avec les pertes de recettes à venir, cela deviendra difficile. Il faut donc prévoir des ressources complémentaires. Cette hausse est minime et financièrement supportable. Si elle est refusée, le Conseil communal s'en accommodera. Mais il sera contraint de réduire les dépenses là où il en a encore le pouvoir. Il ne faudra alors pas lui demander l'impossible.

Erika Schnyder, syndique